

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 07/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MULTISOL INTERNATIONAL SERVICES SAS**

1, Chemin de la Mivoie  
B.P. 124  
76303 Sotteville-Lès-Rouen

Références : UDRD-2026-01-T-04  
Code AIOT : 0005801366

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement MULTISOL INTERNATIONAL SERVICES SAS implanté 1, Chemin de la Mivoie B.P. 124 76303 Sotteville-lès-Rouen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'instruction de l'étude de dangers.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MULTISOL INTERNATIONAL SERVICES SAS
- 1, Chemin de la Mivoie B.P. 124 76303 Sotteville-lès-Rouen
- Code AIOT : 0005801366
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Multisol International Services (MIS), appartenant au groupe BRENNTAG, réalise des mélanges d'huiles minérales et d'additifs (tels que des améliorants de viscosité), et des opérations de conditionnement de ces produits pour le compte de ses clients. Elle assure également un stockage temporaire de ces produits sur son site.

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Etude de dangers	Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 12	Demande d'action corrective	2 mois
4	Gestion des eaux incendie - protection du milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 10/06/2015, article 7	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative du site	Arrêté Préfectoral du 10/06/2015, article annexe -article 1	Sans objet
3	Détection incendie dans les zones de stockage	Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 1	Sans objet
5	Projet d'extension d'une zone de stockage	Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 1-7-1	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Par l'actualisation de l'étude de dangers du site en 2022, l'exploitant a transmis à l'administration une mise à jour des distances d'effets des scénarios d'accidents sortants du site ainsi que la matrice d'analyse de risques présentant un niveau de risques acceptable. Parmi les mesures de maîtrise des risques, figurent les moyens de détection incendie et par sondage, il a été observé la présence de détecteurs de fumée ou de chaleur en différentes zones intérieures et extérieures.

Dans le cadre des échanges liés à l'instruction de l'étude, l'exploitant complètera quelques points listés ci-dessous d'ordre méthodologique et apportera des clarifications sur la collecte des eaux d'extinction incendie.

L'exploitant a par ailleurs présenté un projet d'extension du bâtiment B pour le stockage de produits liquides combustibles, ce qui fera l'objet d'un porter à connaissance. Cette extension sera considérée comme une installation nouvelle et devra donc respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

Les résultats des contrôles inopinés des rejets aqueux ont également été examinés présentant des dépassements de pH du fait de la présence d'eaux de condensats basiques. Il est attendu que l'exploitant confirme sous deux mois le plan d'actions correctives retenu et son planning de

réalisation.

Compte tenu de l'instruction de l'étude de dangers, des évolutions de la situation administrative du site et de l'instruction du prochain porter à connaissance, il sera proposé en 2026 un projet de refonte des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/06/2015, article annexe -article 1				
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique ICPE				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
<b>Rubriques</b>	<b>A, E, DC, D<sup>1</sup></b>	<b>Libellé de la rubrique (activité)</b>	<b>Nature de l'installation</b>	<b>Volume actuel</b>
2661-1	A	<p><b>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de)</b></p> <p>1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 70 t/j</p>	<p>Fabrication d'améliorant de viscosité par solubilisation des résines dans l'huile à 120 °C.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 unité de dissolution de polymères d'une capacité de 30 m<sup>3</sup></li> <li>- 1 unité de dissolution de polymères d'une capacité de 19,685 m<sup>3</sup></li> <li>- 1 unité de dissolution de polymères d'une capacité de 21,46 m<sup>3</sup></li> </ul>	La quantité de matière susceptible d'être traitée étant au maximum de 125 t.j <sup>-1</sup>
1173-3	DC	<p><b>Dangereux pour l'environnement -B-, toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées</b></p>	<p>Stockage d'additifs dangereux pour l'environnement -B-, toxiques pour les organismes aquatiques.</p>	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est de 159 tonnes.

		<p><b>nominativement ou par famille par d'autres rubriques.</b></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>3. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t</p>		
1432-2b	DC	<p><b>Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de).</b></p> <p>2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 :</p> <p>b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m<sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100 m<sup>3</sup></p>	Stockage de liquides inflammables (solvants pétroliers) en cubitainer ou fût.	La quantité maximale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 90 eq.m <sup>3</sup> .
1433-Ab	DC	<p><b>Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de)</b></p> <p><b>A. Installations de simple mélange à froid :</b></p> <p>Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est :</p> <p><i>b) supérieure à 5 t, mais inférieure à 50 t</i></p>	<p>Mélange à froid de solvants pétroliers.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 mélangeurs de 12 m<sup>3</sup></li> <li>- 2 mélangeurs de 6 m<sup>3</sup></li> <li>- 1 mélangeur de 2 m<sup>3</sup></li> </ul>	10 tonnes, soit une capacité équivalente de 2 t
1433-B b	DC	<p><b>Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de)</b></p> <p><b>B. Autres installations</b></p> <p>Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie</p>	<p>Mélange de solvants pétroliers à chaud..</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 mélangeurs de 12 m<sup>3</sup></li> <li>- 2 mélangeurs</li> </ul>	10 tonnes, soit une capacité équivalente de 2 t

		de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est : <i>b) supérieure à 1 t, mais inférieure à 10 t</i>	de 6 m <sup>3</sup> - 1 mélangeur de 2 m <sup>3</sup>	
1510-3	DC	<b>Entrepôts couverts</b> (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des), à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume des entrepôts étant : <i>3. Supérieure ou égal à 5 000 m<sup>3</sup> mais inférieure à 50 000 m<sup>3</sup></i>	<b>Bâtiment A</b> (ancien bâtiment): - partie palettier : 7970 m <sup>3</sup> - zone S2Floor : 6730 m <sup>3</sup> - zone S4Floor : 2942 m <sup>3</sup> - zone Pack'R : 4725 m <sup>3</sup>  Soit un total pour le bâtiment A de 22 397 m <sup>3</sup>  <b>Bâtiment B</b> (nouveau magasin): 7115 m <sup>3</sup>	29 482 m <sup>3</sup>
2662-3	D	<b>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)</b> (stockage de)  Le volume susceptible d'être stocké étant : <i>3. Supérieure ou égal à 100 m<sup>3</sup>, mais inférieure à 1 000 m<sup>3</sup></i>	Stockage de polymères	Le volume susceptible d'être stocké est inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>
2910-A2	DC	<b>Combustion à l'exclusion</b>		Puissance des

		<p><b>des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.</b></p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b)i) ou au b)iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b)v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est :</p> <p><i>2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW</i></p>		<p>chaudières présentes sur le site :</p> <p>2,8 MW +421 kW = 3,221 MW</p>
--	--	---	--	--

#### Constats :

La dernière situation administrative du site avait été actée dans le rapport de visite d'inspection du 27 mai 2021, notamment une évolution de la quantité au titre de la rubrique 2661-1a relevant du régime de l'autorisation (170 tonnes par jour au lieu de 125 tonnes par jour).

Il est présenté dans l'étude de dangers une actualisation de cette situation administrative suite à un audit de classement en date du 1/12/2022.

La liste des installations ICPE présentait auparavant les rubriques 1510 et 2662 toutes deux au régime de la déclaration.

Par application du guide relatif aux entrepôts, le classement a été revu en considérant deux installations pourvues d'une toiture dédiées au stockage (IPD) soit le bâtiment A (52 993 m<sup>3</sup>) et le bâtiment B (9408 m<sup>3</sup>). Les installations relevant de la rubrique 2662 pour le stockage de polymère sont confondues dans celles de la rubrique 1510 qui de ce fait relève de l'enregistrement et non

plus de la déclaration. Il est à noter que les volumes sous les apprentis adossés aux bâtiments ont également été pris en compte car des stockages d'emballages vides combustibles y sont présents. Ces évolutions feront prochainement l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral actualisant la situation administrative du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Etude de dangers

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 12

**Thème(s) :** Risques accidentels, Actualisation de l'étude de dangers

### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant procède à la révision / actualisation de son étude de dangers (EDD) **sous 18mois, en prenant en compte la mise en œuvre des moyens prescrits dans le présent arrêté.**

Cette révision intègre, a minima, les points suivants :

- une analyse de la conformité du site vis-à-vis des arrêtés ministériels, parus ou modifiés depuis la dernière version de l'EDD, qui lui sont applicables. L'exploitant s'attachera, en particulier, à analyser la situation de ses installations vis-à-vis des échéances futures de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié ;
- la description et la localisation des différentes zones de stockages de liquides inflammables et combustibles ;
- la description et la modélisation des différentes nappes de produits inflammables ou combustibles plausibles, compte-tenu de la topographie du site. L'exploitant analysera les phénomènes dangereux qui pourraient en découler, et les moyens de prévention et de protection qu'il met en œuvre ;
- la détermination des distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8kW/m<sup>2</sup>. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire ;
- la démonstration de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie d'extinction telle que demandée aux articles 9 et 10 ci-dessus ;
- l'étude de la toxicité des fumées des produits de décomposition en cas d'incendie (en s'appuyant notamment sur les FDS).

### **Constats :**

L'exploitant a transmis à la DREAL une étude de dangers actualisée au mois de décembre 2022, établie suivant les prescriptions de l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels et suivant la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers.

Par rapport aux points spécifiques prescrits à l'article 12 de l'arrêté du 13 avril 2021, l'analyse de la



conformité du site vis-à-vis des arrêtés ministériels n'était pas jointe et a été transmise par l'exploitant après la visite d'inspection. Les autres points spécifiques ont été traités dans l'étude de dangers.

Dans le cadre de l'instruction de l'étude de dangers, une liste de questions ou remarques avait été transmise par l'inspection. A l'issue de la visite et de l'envoi de pièces justificatives de la part de l'exploitant, il reste les points suivants à préciser :

- Emulseur : l'exploitant confirmera que la quantité d'émulseurs de 6 m<sup>3</sup> sur le site et la référence de produit, idéalement sans PFAS, sont validées par le SDIS. L'exploitant a par ailleurs précisé que le besoin en émulseur d'après le calcul D9 est de 16 m<sup>3</sup>, que le SDIS mobilise une dizaine de m<sup>3</sup> en intervention et qu'une mutualisation est possible avec la société LAGUERRE à hauteur de 3 m<sup>3</sup> d'émulseurs.
- Exercice incendie avec le SDIS : le dernier exercice a été effectué en septembre 2022 ; en 2023, c'est une visite du SDIS (caserne Gambetta) et un test sur la pompe immergée en Seine qui ont été réalisés. L'inspection invite l'exploitant à renouveler régulièrement les exercices dans la mesure des disponibilités du SDIS.
- Pomperie en Seine : à ce jour, la pompe installée est toujours une pompe en location. L'exploitant signalera à l'inspection la solution définitive retenue.
- Modélisations : il a été utilisé un modèle dit VERIFLUX pour dimensionner les distances d'effet des feux d'incendie des zones de stockage en vrac et le modèle dit « feux de nappe - AIDA » pour les feux de bac. Des explications sont attendues sur le fait d'utiliser deux modèles différents.
- Evaluation des probabilités : pour les calculs de probabilité des feux de liquides combustibles, une décote de 0,1 est appliquée par rapport aux probabilités issues du « guide GTDLI ». Or, rien ne justifie la décote systématique de 0,1 entre la probabilité d'un feu de stockage de liquides combustibles et celui de liquides inflammables. Toutefois, comme le résultat final reste coté en probabilité E avec ou sans décote, il n'est pas demandé de révision de l'étude. Il en est de même pour le scénario d'incendie du stockage de GNR où la décote en fonction du point éclair n'est pas justifiée.
- Evaluation de la gravité :
  - pour le calcul de la gravité au droit de la cour à matériaux du magasin voisin, la règle qu'il convient d'appliquer est celle du calcul de gravité appliquée à une zone d'activités et non à un terrain aménagé. D'après l'exploitant, les clients ne sont pas présents dans la cour à matériaux où seul un cariste et occasionnellement un ou deux chauffeurs livreurs se déplaceraient. Il convient de considérer le nombre maximal de personnes présentes simultanément sur la surface de la cour. Il est demandé à l'exploitant de corriger la matrice dite MMR en prenant en compte cette hypothèse (nombre de personnes potentiellement présentes dans la cour) pour le calcul de gravité.
  - Concernant le calcul de la gravité au droit du chemin de halage, l'exploitant s'est basé sur la fréquentation moyenne d'un terrain aménagé et potentiellement fréquenté, soit 10 personnes à l'hectare. Le scénario impactant le plus le chemin de halage est celui d'un incendie de la rétention du stockage n°1 avec une zone d'effets de 8kW/m<sup>2</sup> de 850 m<sup>2</sup> soit une gravité calculée de 0,85 personnes. Ce chemin étant désormais transformé en piste cyclable, la règle qu'il conviendra d'appliquer est celle utilisée pour les chemins de randonnée, soit 2 personnes par km par tranche de 100 personnes par jour. L'inspection relève que la distance impactée par les effets thermiques de 8kW/m<sup>2</sup> de l'exemple précédent est de l'ordre de 100 mètres, soit un calcul de gravité de 0,2 personne par tranche de 100 personnes par jour fréquentant la piste cyclable. D'après l'exploitant, la fréquentation en semaine serait très faible avec quelques cyclistes matin

<p>et soir. Dans ces conditions, le calcul de gravité proposé dans l'étude apparaît plus conservateur et ne nécessite pas de mettre à jour la matrice MMR.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Il se trouve que la piste cyclable est implantée sur le terrain de l'exploitant avec un droit de passage faisant l'objet d'une convention avec la Métropole Rouen Normandie dont certaines modalités ne sont pas effectives (mise en place de barrières). L'inspection invite l'exploitant à signaler à la métropole la nécessité d'appliquer les termes de ladite convention.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'apporter des éléments de réponses aux points listés ci-dessus dans un délai de deux mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

### N° 3 : Détection incendie dans les zones de stockage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Présence de détecteurs incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Sous 3 mois</b>, toutes les zones de stockage, sous forme conditionnée, de produits combustibles en extérieur, sont équipées de dispositifs de détection incendie, de type caméra infrarouge ou équivalent. Ces dispositifs sont soumis aux prescriptions de l'article 3 ci-après.</p> <p><b>Sous 5 mois</b>, toutes les zones de stockage de produits combustibles en intérieur (produits en vrac ou sous forme conditionnée) sont équipées de dispositifs de détection incendie. Ces dispositifs sont soumis aux prescriptions de l'article 2 ci-après.</p> <p><b>Sous 8 mois</b>, toutes les zones de stockage, en vrac, de produits combustibles en extérieur, sont équipées de dispositifs de détection incendie, de type caméra infrarouge ou équivalent. Ces dispositifs sont soumis aux prescriptions de l'article 3 ci-après.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite de terrain a permis de contrôler par sondage la présence de détecteurs dans la zone de stockage vrac principale, au sein de la zone de conditionnement « Veedol » et dans la zone de stockage de produits conditionnés du bâtiment A, dans les locaux VI1 et VI4. Il a également été observé des détecteurs de fumées au droit des portes de sectionnement. L'exploitant a précisé qu'en dehors des heures d'ouverture, l'alarme alerte le gardien présent sur site de nuit ou pendant les week-ends et jours fériés.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs transmis la liste des détecteurs, leur localisation géographique sur le site et la centrale dont ils dépendent. A l'extérieur du site, les détecteurs sont de type détection de flamme infra-rouge. A l'intérieur des bâtiments, sont installés des détecteurs de fumée, notamment des détecteurs linéaires, des détecteurs de chaleur ou mixtes.</p> <p>L'exploitant a précisé les périodicités de contrôle, semestrielle pour la détection extérieure et annuelle pour les équipements intérieurs.</p>

La présence des détecteurs n'appelle pas de remarque de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Gestion des eaux incendie - protection du milieu naturel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/04/2021, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Barrage flottant en Seine
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Sous 9 mois</b>, l'exploitant dispose des moyens matériels (barrage flottant, moyens de mise en œuvre et d'arrimage de celui-ci, etc. ) et des moyens humains (personnels aptes à sa mise en œuvre) pour le déploiement d'un barrage flottant en Seine, en cas de besoin. Ces moyens peuvent être mutualisés avec d'autres utilisateurs à l'échelle de la Métropole rouennaise. Ces moyens et les procédures associées sont formalisés dans le plan de défense incendie mentionné à l'article 9 ci-dessus.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A la demande de l'exploitant, il a été abordé lors de la visite le sujet de la prescription relative à l'installation d'un barrage flottant pour confiner les eaux d'extinction issues d'un incendie majeur. En 2022, l'exploitant avait commandité un audit auprès d'un organisme spécialisé sur la possibilité d'installer un barrage flottant au droit du site sur la Seine. Compte tenu du courant important, de l'absence d'acteur mobilisable rapidement, la conclusion de ce rapport était qu'il était très difficile de recourir efficacement à la mise en place de ce barrage.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 29 juin 2022, il avait été proposé de revoir cette prescription si l'exploitant apportait la démonstration qu'il était en capacité de maintenir sur son site le volume de liquide correspondant à chaque scénario d'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- volumes des produits stockés, des eaux d'extinction, et de la pluviométrie potentielle ;</li> <li>- sens d'écoulement des liquides, en fonction du lieu de l'incendie, et de la topographie du site ;</li> <li>- volumes de rétention disponibles et moyens de rétention (bassin, point bas, réseaux, organes d'isolement, etc).</li> </ul> <p>D'après le calcul D9A présenté dans l'étude de dangers, le volume de rétention minimum serait de 1954 m<sup>3</sup>. L'EDD précise que le volume peut être contenu sur site via le bassin de confinement (1424 m<sup>3</sup>) et les rétentions présentes dans le magasin A (1680 m<sup>3</sup>).</p> <p>Or, au cours de la visite, l'exploitant a évoqué une ligne de partage des eaux de ruissellement avec un point de rejet au nord et un autre au sud après le bassin de confinement. Les eaux de ruissellement au droit du bâtiment A sont évacuées au nord et non vers le bassin de confinement. L'exploitant a aussi mentionné une rétention supplémentaire de 450 m<sup>2</sup> ou 283 m<sup>3</sup>.</p> <p>Il en résulte qu'en l'absence de description des moyens de relevage, ni de leur fiabilité en cas d'incendie, les informations techniques présentes dans l'étude de dangers ne permettent pas à ce stade de démontrer la possibilité de confiner de manière fiable les eaux d'extinction issues d'un incendie généralisé du bâtiment A.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai de deux mois, il est demandé à l'exploitant d'apporter des informations complémentaires sur la collecte des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre et de confirmer que les volumes de confinement des eaux incendie présents au droit du site permettent</p>

de retenir les eaux d'extinction d'un incendie généralisé du bâtiment A. La prescription relative aux barrages flottants pourra alors être révisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : Projet d'extension d'une zone de stockage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 1-7-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté son projet d'extension dans le prolongement du bâtiment B. Cette extension de 950 m<sup>2</sup> accueillerait du stockage de produit liquide combustible. Un dossier de porter à connaissance serait déposé au mois de janvier 2026 pour une construction devant être lancée en juillet 2026. Le projet a par ailleurs été présenté au SDIS.</p> <p>En première approche, l'augmentation du volume de stockage ne modifiera pas le classement actuel au titre de la rubrique 1510. La distance entre cette extension et la limite de propriété est relativement faible et il a été recommandé de vérifier dès que possible par des modélisations FLUMILOG les distances des effets thermiques qui impacteraient la voie de circulation et l'établissement voisin.</p> <p>Les prescriptions applicables sont celles de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 applicables aux entrepôts couverts soumis à enregistrement. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur les prescriptions particulières applicables aux cellules de liquides combustibles où un système d'extinction automatique est requis pour les extensions d'installations, considérées comme de nouvelles installations.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de présenter dans le dossier de porter à connaissance :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une description du projet</li> <li>- une analyse de la conformité par rapport aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 applicables aux entrepôts couverts soumis à enregistrement. Il y sera précisé les moyens techniques ou organisationnels permettant de répondre aux prescriptions ou le cas échéant une demande d'aménagement assorti de mesures compensatoires.</li> <li>- une description des impacts environnementaux du projet (bruit, prélèvement et rejets d'eau, émissions atmosphériques, sécurité, trafic routier, impact paysager...)</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Rejets d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/06/2015, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Avant rejet, et sans préjudice des objectifs de qualité du milieu récepteur et d'autres réglementations spécifiques, les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Température maximale : 30 °C</li><li>• pH : compris entre 5,5 et 8,5</li><li>• Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l</li><li>• Hydrocarbures totaux : 5 mg/l</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Les résultats des deux derniers contrôles inopinés au point de rejet des eaux pluviales et résiduaires, en date des 23 avril 2025 et 30 octobre 2025, présentent des dépassements de pH, avec des valeurs comprises entre 9,5 et 10 au lieu de 8,5 valeur maximale.</p> <p>Ces effluents, rejetés en Seine au point de rejet proche de l'entrée nord du site, sont constitués des eaux de ruissellement qui transitent par un décanteur/débourbeur et des eaux de condensats. En effet l'exploitant maintient en température les cuves des différents parcs de stockage via un circuit vapeur avec des eaux de chaudière basiques (pH entre 10,5 et 11). Or, les condensats sur un des parcs de stockage ne sont pas retournés vers la bêche de la chaudière mais sont rejetés en Seine avec un volume estimé par l'exploitant de 10 m<sup>3</sup> par jour. Se rajoutent à ce volume les eaux de déconcentration de chaudière dans un volume beaucoup plus faible.</p> <p>L'exploitant a précisé engager une réflexion sur les actions correctives possibles :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• traiter les effluents en ajustant le pH par ajout d'acide sulfurique. Cette solution chiffrée entre 70 et 150k€ pourrait être opérationnelle au 1er semestre 2026 et nécessiterait un stockage d'acide sulfurique.</li><li>• récupérer les condensats du parc de stockage et ainsi éviter leur rejet en Seine, ce qui nécessite des travaux plus conséquents. Ce projet pourrait être réalisé d'ici 2027. Du point de vue environnemental, cette solution semble préférable en évitant le recours à une substance dangereuse et en générant des économies d'eau.</li></ul>

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de confirmer dans un délai de deux mois l'action corrective retenue assortie d'un délai de réalisation pour un retour à la conformité des rejets aqueux. L'exploitant confirmera également les volumes de condensats rejetés actuellement.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 2 mois